



Accusé, entre autres, d'« insurrection », l'opposant candidat malheureux à l'élection présidentielle d'octobre 2018, Maurice Kamto, déjà à plus de 6 mois de détention provisoire à Kondengui, avait été interpellé, suite à une manifestation pour revendiquer ce que son parti appelle le Hold-up électoral

Même dans les geôles avec tous les membres de la coalition autour de lui, l'ombre de Maurice Kamto semble toujours planer sur Etoudi, où Paul Biya avait renouvelé son septième bail consécutif.

Interpellé le 28 janvier après avoir rejoint ses troupes à Douala

Ce jour-là, alors que les gaz lacrymogènes se dissipent peu à peu à Douala, les forces de l'ordre chargent les manifestants de la « marche blanche », qui protestaient contre le « hold-up électoral ».

Certains cadres du parti, comme Célestin Djamien et l'avocate Michelle Ndoki seront touchés par balles. Le leader Maurice Kamto va alors décider de quitter Yaoundé pour venir soutenir ses troupes à Douala.

S'il n'appelle pas à la violence, il sait néanmoins que ce régime ne sera plus jamais tranquille

à cause de lui. « *J'ai décidé de me sacrifier pour mes enfants. Nous allons nous battre jusqu'à vous livrer un pays en bon ordre. Ces gens là ils ne dormiront plus jamais tranquilles* », laissera-t-il entendre à Douala, au milieu de ses partisans en liesse

Il prendra ses quartiers au domicile de l'un de ses lieutenants, l'ancien parlementaire Albert Dzongang. C'est là qu'il sera interpellé deux jours plus tard en compagnie de Dzongang et de son conseiller, Christian Penda Ekoka.

Plus de 06 mois plus tard, Maurice Kamto et ses alliés son toujours écroués. leurs avocats parlent d'une mascarade de justice.
